

DÉGRADATION SÉCURITAIRE DANS LE SAHEL

L'implication des États-Unis et des monarchies du Golfe

Des experts européens dans la lutte contre le terrorisme ont animé, hier, une conférence-débat sur l'ingérence internationale dans le Sahel. Pour Yves Bonnet, Eric Denece et Richard Labévière, la dégradation sécuritaire dans la sous-région répond à un agenda politique élaboré par Washington et financé par les monarchies du Golfe.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les responsables du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) ne croient toujours pas en l'existence du «Printemps arabe».

Ce sujet a été débattu, hier, lors d'une conférence-débat consacrée à la question de «l'ingérence étrangère dans la région Sahel».

Car, pour les intervenants, les bouleversements politiques qu'ont connus certains pays de la région, notamment en Libye, sont le résultat d'une intervention étrangère.

«Lors d'une précédente mission en Libye, nous avons mis en garde contre un renforcement de

la présence d'Al Qaïda en cas d'un démantèlement de l'Etat libyen, même si celui-ci était dirigé par un dictateur», a expliqué Yves Bonnet, ex-directeur général de la Direction française de la sûreté du territoire (DST) et actuel président du CIRET-AVT.

Pour avoir lui-même participé à cette mission en Libye, Eric Denece, ex-officier analyste au Secrétariat français de la Défense nationale, avoue que l'opinion publique occidentale avait des difficultés à croire à certaines réalités. «Il n'est pas facile de croire un ancien agent des services de renseignement.

Pourtant, la réalité est là. Mais le plus grave dans cette histoire est que les pays occidentaux se sont alliés au Qatar et à l'Arabie



Photo : DR

saoudite pour instaurer la démocratie dans le monde arabe. L'Otan s'est alliée aux pires extrémistes», a-t-il dénoncé. Pour Eric

Dénécé et Richard Labévière, journaliste et expert en terrorisme et contre-terrorisme, la montée en force d'Al Qaïda dans la bande du

Sahel et dans une partie du monde arabe répond «à une stratégie mise en œuvre par Washington» et dont les bailleurs de fonds sont «l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït et les Emirats arabes unis».

De son côté, Anne-Marie Lizin, présidente honoraire du Sénat belge, est revenue sur la situation au Nord-Mali. Selon elle, il est impératif de faire la différence entre les actions des représentants du mouvement Azawad, qui répondent à une volonté autonomiste, voire indépendantiste, et les activités terroristes d'Al Qaïda au Maghreb islamique.

L'Algérie, qui est concernée directement par la situation qui prévaut dans cette région, doit entretenir des rapports avec «ces groupes nationalistes ethniques» car ils sont appelés à jouer un rôle majeur. Notamment dans la libération des diplomates algériens kidnappés par les terroristes dans la ville de Gao.

T. H.

32^e PRINTEMPS AMAZIGH D'AVRIL 1980

5 marches pour maintenir la flamme

Ambitionnant de reprendre le flambeau de la génération ayant assuré jusque-là le combat pour les libertés démocratiques et les droits de l'Homme, des étudiants d'universités du pays ont décidé de se donner le cadre pour ce faire, en créant le Comité national des étudiants démocrates amazighs (Cneda).

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les initiateurs de ce projet, en gestation depuis quelque temps, n'ont pas omis d'imprimer de la symbolique à leur démarche appelée à s'inscrire dans le temps. Leur premier communiqué a été délibérément daté du 7 avril dernier comme pour rappeler aux présentes générations que la toute première manifestation populaire pacifique dans la capitale a été organisée le 7 avril 1980, sur l'initiative de Saïd Sadi et d'autres militants.

Pour Karim Boutata, de Béjaïa, le projet de cette nouvelle entité se décline amplement dans sa dénomination, avec, soutiendra-t-il, comme

principal objectif, en fait un défi, de reprendre le flambeau des luttes pour les libertés démocratiques et les droits de l'Homme dans le pays. Un objectif qu'il avouera «ne pas être une partie de plaisir» quoique, reconnaîtra-t-il, «du chemin ait été fait avec les sacrifices de de générations de militants et les acquis engrangés».

D'où, poursuivra son camarade de l'université d'Alger, Hamou Merzouk, «la nécessité d'un bilan, surtout, dira-t-il, que nous célébrons cette année, le cinquantenaire de l'indépendance du pays et les 32 ans du Printemps amazigh, qui a posé les jalons des luttes démocratiques

dans toute la région nord-africaine».

Un bilan que notre interlocuteur dira avoir vite établi, lui et ses camarades, vu, ajoutera-t-il, «que le régime a réussi l'échec dans un pays pourtant promis à toutes les espérances et destiné pour être un exemple dans le monde en matière d'ouverture, d'acceptation de l'autre et de démocratie».

Et à Mansour Nouri de Bouira d'expliquer davantage cet échec, convoquant l'histoire du pays, avec «la confiscation du combat libérateur en juin 1957 et, plus tard, de l'indépendance qui a, selon lui, hypothéqué le devenir de la nation et ouvert la voie à toutes les dérives dont, citera-t-il comme exemples, «la tribalisation de l'Etat, le régionalisme érigé comme mode de gouvernance, la corruption intégrée comme constante nationale, la misère sociale démocratisée puisque gagnant toutes les catégories sociales et le

déni identitaire transformé en matrice d'un régime qui use et abuse de la violence et des fraudes électorales pour se perpétuer».

Et l'actualité faite de chutes de dictatures dans les pays voisins, lesquels, rebondira K. Boutata, «capitalisant les expériences et le combat de notre peuple, se sont lancés dans la construction démocratique et intègrent la dimension amazighe dans la définition de l'identité de l'Afrique du Nord». Soit, poursuivra-t-il, «tout le contraire de nos dirigeants qui demeurent réfractaires à toute idée de changement».

Le collectif, qui réitère sa fidélité aux sacrifices de ses aînés, invite la communauté universitaire, la société civile et l'opposition démocratique à cinq marches populaires (Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès), sous les mots d'ordre : «Pour une Algérie démocratique et sociale et pour l'officialisation de tamazight».

M. K.

AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE 21 MILLIARDS DE DINARS DE LA BNA

20 ans de prison ferme requis contre Achour Abderrahmane

La peine maximale a été requise hier par le représentant du ministère public contre le principal accusé dans l'affaire de détournement de 21 milliards de dinars de la Banque nationale d'Algérie (BNA). L'accusation a axé son réquisitoire «sur la complicité de l'ensemble des mis en cause dans cette affaire», y compris «les ex-fonctionnaires de la BNA».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est en fin d'après-midi, soit après deux heures et quinze minutes, que le représentant du ministère public a annoncé ces peines. A ce titre, Achour Abderrahmane a vu l'accusation requérir à son encontre vingt années de prison ferme et trois millions de dinars d'amende. La même peine a été requise contre Aïnouché, le principal associé de Achour Abderrahmane. Le représentant du ministère a requis, par ailleurs, des peines de deux ans à vingt ans de prison à l'encontre de 24

autres accusés, pour la plupart des cadres et des fonctionnaires de la BNA.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent à 2005 lorsqu'une lettre anonyme est parvenue à la direction de la BNA sur «une manipulation de chèques bancaires depuis 2004 par Achour Abderrahmane sans que ces chèques soient soumis à une vérification comptable».

Le procureur de la République a indiqué que Achour Abderrahmane a créé des sociétés fictives, voire écrans, avec ouverture de comptes commerciaux au niveau des agences de Bouzaréah, de Cherchell et de Koléa. Il fera savoir aussi qu'il a détourné des deniers publics avec «la complicité des directeurs des agences de Bouzaréah, Cherchell et Aïn Benian». «C'est une véritable stratégie qui a été mise en place par le principal architecte de ce détournement.» Pour preuve, a-t-il ajouté, «les détournements ont eu lieu en temps record, notamment durant les années 2003 et 2005». Et d'ajouter : «En 2005, 225 milliards de centimes ont été détournés par les mis en cause.»

Le représentant du ministère public dira aussi que lors de l'opération d'inspection qui a com-

mencé à l'agence de Bouzaréah, la BNA a mis au jour des dysfonctionnements et des zones d'ombre dans les comptes de la société de travaux publics «National A Plus», dirigée par Achour Abderrahmane. «Ces dysfonctionnements résident dans le dépôt, par Achour Abderrahmane, de chèques à l'encaissement à l'agence de Bouzaréah qui les a envoyés, à son tour, à l'agence de Cherchell pour vérification du compte du bénéficiaire avec avis de sort, sachant que le bénéficiaire est une seule et même personne. Lorsque l'avis parvient à l'agence de Bouzaréah», explique-t-il, cette dernière retourne les chèques avec avis de sortie sans mention de paiement. Le but était la non-régularisation de ces opérations tout en garantissant la non-dénomination des détournements.

Le procureur de la République a requis également des peines de vingt ans de prison ferme contre l'ex-secrétaire de Achour et ses beaux-frères, alors que les ex-cadres de la BNA, dont l'ancien P-dg, M. Chikhi, il a été requis contre eux deux années de prison ferme. Hier, les plaidoiries de la défense étaient déjà entamées.

A. B.

FACE AU MUTISME

DE LA TUTELLE

Les greffiers reconduisent leur grève pour cinq jours

Les greffiers en grève depuis le 14 du mois en cours ont décidé de poursuivre leur mouvement de protestation durant cinq jours, comme indiqué hier dans un communiqué rendu public. Affilié au Snapap, le syndicat national des fonctionnaires du ministère de la Justice ont décidé également «d'observer des sit-in de protestation quotidiens devant les tribunaux et autres cours».

Cette radicalisation dans la position est justifiée selon le communiqué «par le refus de la tutelle de donner une suite favorable à nos revendications», à laquelle il est imputé «la responsabilité de la situation qui prévaut dans ce secteur». Les syndicalistes ont exprimé leur «disposition à engager un dialogue constructif à même de trouver une solution aux problèmes posées». La colère des greffiers est motivée par le fait que «les augmentations obtenues ne sont pas à la hauteur de leurs espérances. Selon eux, elles ne reflètent pas les engagements du ministre de la Justice». En février dernier, après plus d'une semaine de grève, la tutelle a réagi en promettant des augmentations pouvant atteindre 80% avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008. Des négociations devaient être lancées sur le statut des greffiers mais «le document remis par la tutelle aux représentants des greffiers de tribunaux ne précisait ni le taux d'augmentation ni la date d'entrée en application de la nouvelle grille». En fait, les greffiers ont eu la mauvaise surprise de constater, le jour de la paie, qu'ils n'ont pas obtenu ce qu'ils espéraient, d'où la reprise du mouvement de protestation.

Hier, ils étaient environ une cinquantaine de grévistes à se rassembler devant le tribunal de Sid M'hamed. Les corps communs sont déjà en grève depuis le 13 mars dernier. Le mouvement s'est accentué notamment après l'envoi de messages entre le personnel du greffe au niveau des 36 cours du pays afin de se solidariser.

Abder B.